

Spécial « Actualité sociale dans les lycées »



SYNEP

Entendre les lycéens, répondre aux enseignants : le gouvernement doit se manifester !

Depuis plusieurs jours, les lycéens et les étudiants se mobilisent dans de nombreux établissements en France. Le mouvement, né en région parisienne, s'est rapidement étendu et touche désormais des établissements de profils différents, y compris des lycées privés. Parti dans le calme d'un lycée de Créteil, il n'a retenu l'attention qu'au moment où les violences ont éclaté : ce constat doit nous interroger.

Leurs revendications sont diverses : enseignants non remplacés, classes surchargées, bâtiments dégradés, conditions d'études difficiles, pression de Parcoursup... Autant de sujets qui, pour certains, font directement écho aux préoccupations des personnels de l'Éducation. Depuis des décennies, les gouvernements se succèdent et seules des mesurottes sont proposées : trop de rustines tuent le pneu.

Ces jeunes contestent aussi les promesses de réussite au mérite, qui sonnent creux faute de justice et d'égalité des chances. C'est de leur avenir qu'ils ont raison de s'inquiéter, et le présent n'en est que l'annonce.

Pour le SYNEP CFE-CGC, une chose doit être très claire : un lycéen ou un étudiant a le droit d'exprimer son désaccord et de manifester pacifiquement. Ce droit ne devrait pas devenir suspect au seul motif que ceux qui l'exercent sont jeunes. Bien au contraire : apprendre à exprimer une revendication, à débattre, à défendre ses convictions et à participer à la vie démocratique fait aussi partie de l'éducation. Interdire par principe toute expression collective de cette jeunesse serait une bien mauvaise leçon de citoyenneté.

Cependant, défendre le droit de manifester ne signifie évidemment pas accepter les violences, les dégradations, les incendies ou les agressions. **Le SYNEP CFE-CGC condamne sans ambiguïté toute violence**, qu'elle vise les élèves, les enseignants, les personnels de direction, les forces de l'ordre ou les biens publics et privés. Une revendication légitime ne donne aucun droit de mettre en danger les autres. Et les débordements d'une minorité ne doivent pas non plus servir à discréditer l'ensemble des jeunes mobilisés, pas plus que quelques excès ne doivent discréditer l'ensemble des forces de l'ordre. Nous mesurons le choc que provoquent les images de violences visant des enseignants, des chefs d'établissement et des biens : elles n'ont rien à voir avec ce que nous défendons.

La jeunesse exprime aujourd'hui une colère qu'il serait dangereux de balayer d'un revers de main. Les élèves qui manifestent ne sont pas tous animés par les mêmes motivations et la mobilisation ne se résume pas aux images de violences qui occupent l'actualité. Au SYNEP CFE-CGC, nous demandons donc à la fois le respect du droit d'expression des lycéens et étudiants et le respect absolu des personnes et des biens. Écouter la jeunesse, ce n'est pas cautionner tous ses modes d'action. C'est simplement commencer par lui montrer que, lorsqu'elle parle, les adultes savent encore l'écouter.

Le dialogue est le meilleur remède contre la violence ; son absence l'attise. Le SYNEP CFE-CGC alerte depuis des années sur un sentiment d'abandon. L'annonce de nouveaux « temps de dialogue » ne peut tenir lieu de réponse : le temps est à la reconstruction d'une confiance perdue, dans l'intérêt de tous.

.../...

.../...

Faire entendre l'expression légitime et urgente des besoins des enseignants, des parents et des lycéens n'est pas faire acte de violence : c'est le préalable indispensable au retour de l'apaisement, et il appartient au gouvernement d'y répondre.

Le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, vient d'annoncer « un plan d'action pour remplacer plus vite les professeurs absents », comme s'il découvrait un problème que les enseignants, les parents et les élèves dénoncent depuis des années. Dans le même temps, le projet de budget pour 2027 prévoit **la suppression de 1 588 postes d'enseignants** à la rentrée prochaine, dont 338 dans l'enseignement privé. **Comment remplacer plus vite avec moins de professeurs ?** Le SYNEP CFE-CGC refuse qu'on réponde à une crise de moyens par une simple annonce de méthode.

Le problème du remplacement ne tient pas à un manque de volonté des équipes, et le terrain contredit les annonces. Cette année, dans l'enseignement privé sous contrat, le rectorat, sur instruction du ministère, a bloqué plusieurs postes pendant les deux premières semaines de la rentrée, dans l'attente de l'installation de professeurs stagiaires. Des maîtres délégués prêts à enseigner n'ont donc pas pu être installés sur ces postes : des élèves attendaient leurs professeurs, des professeurs attendaient leurs élèves. Il aurait pu au minimum être décidé de conserver l'enveloppe financière correspondante pour rémunérer ces heures a posteriori : cette possibilité a été écartée. Dans le même temps, les enveloppes du Pacte sont quasi nulles et celles d'heures supplémentaires (HSE) ont disparu depuis plusieurs années. Comment promettre de remplacer plus vite quand on laisse des postes vides, qu'on refuse toute compensation financière à ceux qui étaient prêts à enseigner et qu'on ne laisse aucune marge pour rattraper le temps perdu ?

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, vient d'adresser une feuille de route à ses ministres. Il y propose notamment d'améliorer, « grâce à l'intelligence artificielle », « les logiciels destinés à la réalisation des emplois du temps ». Ce ne sont pas les équipes de direction et les enseignants qui sont en cause : ils construisent ces emplois du temps avec un soin et un temps qu'aucun logiciel ne remplace. Si les emplois du temps sont devenus si complexes, la réforme du lycée de Jean-Michel Blanquer y est pour beaucoup. Le SYNEP CFE-CGC demande qu'on traite la cause plutôt que les symptômes.

Le SYNEP CFE-CGC porte depuis des années des revendications qui rejoignent celles des lycéens : des moyens humains et matériels à la hauteur des besoins, le remplacement des enseignants absents, la reconnaissance et le soutien des personnels. Nous demandons aussi **un audit indépendant et public des réformes engagées sous le ministère de Jean-Michel Blanquer** (lycée, baccalauréat, Parcoursup), afin d'en mesurer les effets réels sur les élèves comme sur les enseignants.

Le Premier ministre promet de premières décisions avant la fin octobre. **Le SYNEP CFE-CGC attend qu'elles soient financées et datées.** Le climat est aujourd'hui trop tendu pour garantir que les manifestations se déroulent sans violence : nous n'appelons donc pas à manifester le 6 octobre. **Nous appelons en revanche le gouvernement, et en premier lieu le ministère de l'Éducation nationale, à se manifester, au plus vite,** par des réponses à la hauteur des revendications portées depuis des années par l'ensemble des acteurs de l'Éducation nationale, pour une école de qualité, exigeante et juste pour tous.

Nadia DALY

Présidente du SYNEP CFE-CGC